

## VigiÉco n°23

# L'économie européenne s'essouffle, Rennes résiste

## ZONE D'EMPLOI DE RENNES/ILLE-ET-VILAINE

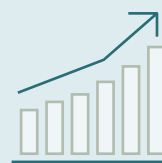
Le climat économique et géopolitique mondial s'est dégradé en 2023. La succession de crises internationales depuis 2020 (sanitaires et conflits armés) a contribué à produire une inflation démesurée, une hausse des taux d'intérêt et à perturber la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, l'Europe a connu une année 2023 difficile, glissant peu à peu vers la récession. Dans ce contexte de ralentissement, l'Ille-et-Vilaine et Rennes se démarquent par leur robustesse économique. La zone d'emploi de Rennes affiche des gains de salariés privés de l'ordre de +2,1%, représentant plus de 5100 emplois supplémentaires sur une année.

La résilience de nombreux secteurs qui, a minima, ont maintenu leur activité (commerce, construction, industrie...) et le dynamisme des services aux entreprises, du numérique, de la santé et de l'enseignement ont permis au territoire d'être peu touché par l'essoufflement économique à l'œuvre. Le nombre de demandeurs d'emploi a progressé toutefois de près de 3 %, mais le taux de chômage (6%) demeure un des plus faibles de France. Cette poussée du chômage touche notamment les catégories A, les plus de 50 ans et les chômeurs de longue durée. En Ille-et-Vilaine, les embauches en CDI et en CDD se sont globalement maintenues sur un an ; cependant les entreprises ont moins recours à l'intérim (-2,4%). L'activité des entreprises subit aussi le contexte actuel. 36 % des entreprises breilliennes déclarent une réduction de leur chiffre d'affaires. Les exportations et les importations se sont contractées respectivement de 2% et de 5%. Enfin, les défaillances d'entreprises ont retrouvé leur niveau antérieur à la crise sanitaire de 2020. Plus de 700 entreprises représentant plus de 1800 emplois ont été contraintes d'ouvrir une procédure collective en 2023. Dans un contexte national d'essoufflement, Rennes résiste.

Pour 2024, la Banque de France table sur une augmentation de 0,8% du PIB français et compte sur un repli de l'inflation en 2025 pour tirer la croissance, hors potentielle détérioration de la situation géopolitique.

### ZONE D'EMPLOI DE RENNES

**+ 5 100**  
emplois salariés  
privés sur 1 an



Taux de chômage  
**6 %**



**+ 3,8 %**  
des DEFM\*  
de catégorie A

\* Demandeurs d'emploi en fin de mois.

### RENNES MÉTROPOLE

**- 49 %**  
de nouvelles surfaces  
autorisées de bureaux  
dans Rennes Métropole  
entre 2022 et 2023



### ILLE-ET-VILAINE



**- 2,4 %**  
de recours à l'intérim  
sur 1 an

**378** entreprises employeuses  
en procédures collectives en 2023  
représentant **1 800** salariés

## L'EMPLOI

### La création d'emploi dans la zone d'emploi de Rennes en 2023 tient bon : plus de 5 000 emplois créés sur un an

#### CONTEXTE ÉCONOMIQUE

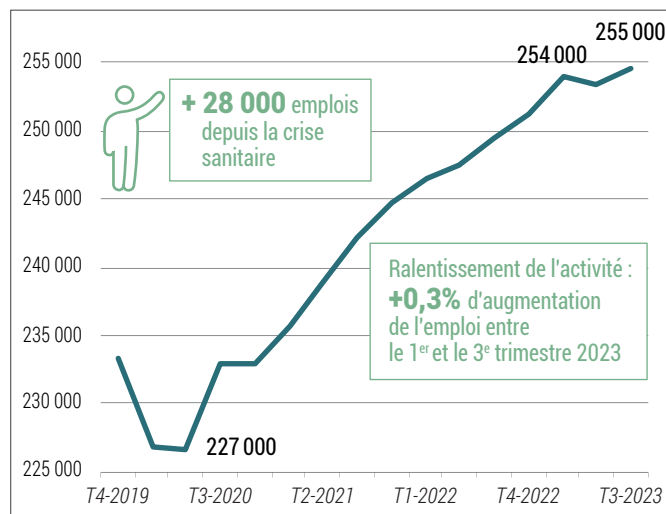
La forte inflation et la hausse des taux d'intérêt qui ont suivi la crise sanitaire ont fortement contraint le développement de l'économie mondiale. Celle-ci s'inscrit aussi dans un contexte géopolitique dégradé où les tensions et les guerres successives pèsent sur les échanges commerciaux. À titre d'exemple, les coûts de transport des marchandises en conteneur depuis la Chine ont subi des hausses significatives, notamment en raison des conflits armés affectant la mer Rouge. Le Produit intérieur brut (PIB) français est entré dans une phase de stagnation sur les deux derniers trimestres et plusieurs économies de l'OCDE <sup>1</sup> ont même basculé en récession.

#### ZONE D'EMPLOI DE RENNES

Durant l'année écoulée, l'économie locale a créé plus de 5 100 emplois, représentant une augmentation de 2,1%. La zone d'emploi de Rennes fait partie des territoires qui tirent la croissance française, mais elle ne peut être épargnée par la conjoncture et voit donc ses emplois augmenter modérément en 2023. Sur les 5 160 emplois créés sur une année, seulement 760 l'ont été aux deuxième et troisième trimestres 2023. Quant à la Bretagne, elle affiche un taux de croissance de 1,2%, bien supérieur à la moyenne nationale qui est de l'ordre de 0,9% sur un an.

Par rapport, aux plus grandes zones d'emplois, Rennes est la 7<sup>e</sup> de France pour ses gains d'emplois devant Nantes et Aix-en-Provence et derrière Bordeaux et Marseille. Elle a également le 4<sup>e</sup> meilleur taux de croissance de l'emploi salarié privé des plus grands pôles économiques (plus de 100 000 emplois). La contraction de l'activité a pour le moment moins de prise dans la région rennaise.

#### EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS DANS LA ZONE D'EMPLOI DE RENNES



Source : Urssaf.

#### CLASSEMENT DES DIX ZONES D'EMPLOIS FRANÇAISES AYANT GAGNÉ LE PLUS D'EMPLOIS SUR UN AN

Zone d'emploi	Gain d'emploi sur un an	Taux de croissance sur un an
Paris	55 507	1,6%
Toulouse	12 716	2,6%
Lyon	11 355	1,4%
Roissy	7 914	2,6%
Bordeaux	5 623	1,3%
Marseille	5 203	1,3%
Rennes	5 159	2,1%
Nantes	4 915	1,3%
Aix-en-Provence	3 779	2,4%
Strasbourg	3 762	1,4%

Source : Urssaf-Dares (Effectifs intérimaires)-Données CVS.

#### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ ET DE LA MASSE SALARIALE ENTRE LE 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2022 ET LE 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2023

Territoire	Emploi au 3 <sup>e</sup> trimestre 2023	Évolution trimestrielle de l'emploi	Évolution trimestrielle du nombre d'emplois	Évolution Emploi sur 1 an	Évolution Emploi en % sur 1 an	Évolution Masse salariale % sur 1 an
Zone d'emploi de Rennes	254 600	0,5%	1 200	5 160	2,1%	6,9%
Ille-et-Vilaine	360 230	0,1%	340	5 940	1,7%	6,4%
Bretagne	923 400	0,2%	2 160	11 030	1,2%	5,8%
France entière	20 200 000	0,2%	34 820	181 500	0,9%	5,2%

Source : Urssaf-Dares (Effectifs intérimaires)-Données CVS.

<sup>1</sup> OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

## Ralentissement dans les territoires en périphérie de la métropole, ainsi que pour les zones d'emploi de Redon et Vitré

En Ille-et-Vilaine, le ralentissement économique affecte davantage les territoires en périphérie de la métropole rennaise, marquant une rupture avec la période avant la crise sanitaire de 2020, puisque la croissance de l'emploi y était proportionnellement équivalente ou bien supérieure à celle de la métropole. L'emploi croît significativement dans Rennes Métropole et la Ville de Rennes (près de 3% d'augmentation). Le numérique et les services portent en partie le dynamisme local. Cependant, l'industrie automobile subit une perte<sup>1</sup>, tandis que le secteur de la construction ne voit plus ses effectifs s'accroître. Les territoires en périphérie ont davantage de difficultés à maintenir globalement leur niveau d'emploi, principalement en raison du recul du recours à l'intérim. Dans cette zone, les autres secteurs d'activité peuvent être en croissance dans un des EPCI et en décroissance dans un autre. Ils ne sont pas touchés uniformément par le ralentissement de l'économie. Néanmoins, la construction, le commerce, l'industrie, et les services ont en moyenne ralenti leurs embauches.

<sup>1</sup> Le plan de départ de Stellantis (Ex-PSA) étant toujours comptablement en cours. Les départs en retraite d'anciens salariés (plus présents sur le site) accentuent de fait la diminution de l'emploi. L'usine va se spécialiser sur la production d'un véhicule 100 % électrique à partir de 2024.

Par ailleurs, l'activité économique au sein des quatre principaux pôles économiques du département — Saint-Malo, Fougères, Vitré, et Redon — enregistre en moyenne une progression de 1,2% sur un an. Toutefois, si Saint-Malo et Fougères continuent de générer des emplois, Vitré stagne (-16 emplois) et Redon connaît une diminution de plus de 200 emplois. Les entreprises ont diminué leur recours à l'intérim aussi dans tous ces territoires, c'est d'ailleurs le seul secteur qui perd des emplois dans la zone d'emploi de Saint-Malo où l'essoufflement de l'économie a eu moins de prise en 2023.

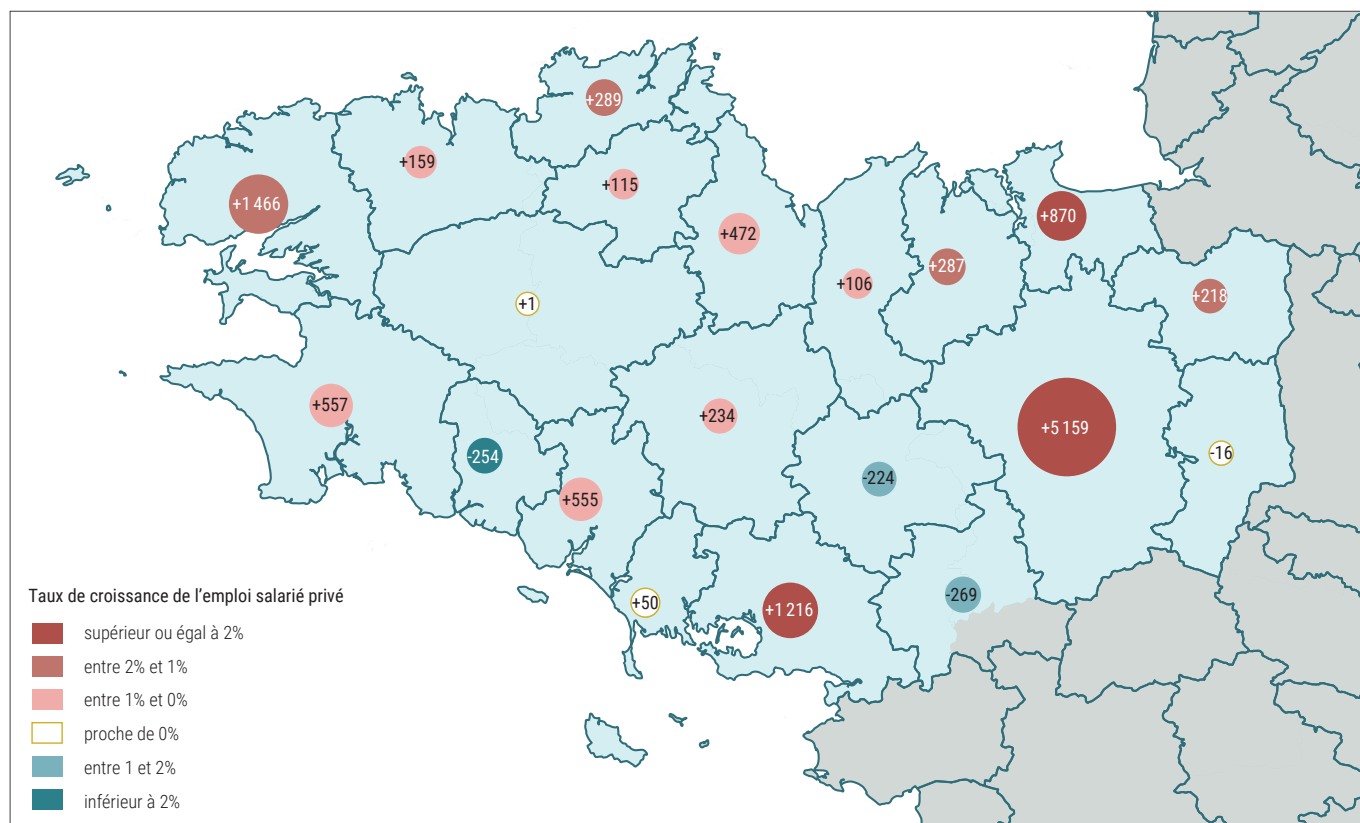
### DÉCOMPOSITION DES GAINS ET PERTES D'EMPLOIS

Territoires	Emploi au 3 <sup>e</sup> trimestre 2023	Évolution Emploi sur 1 an	Évolution Emploi en % sur 1 an
<b>Ville de Rennes</b>	82 100	2 390	2,9%
<b>Rennes Métropole hors Ville de Rennes</b>	112 500	3 400	3,0%
<b>AAV* de Rennes hors Rennes Métropole</b>	57 140	-330	-0,6%
<b>Ille-et-Vilaine hors AAV* de Rennes</b>	92 190	1 110	1,2%

Source : Acoff - Urssaf - Données brutes hors intérimaires.

\*AAV : Aire d'attraction des villes.

### ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS SUR UN AN ENTRE LE 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2022 ET LE 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2023, PAR ZONE D'EMPLOI



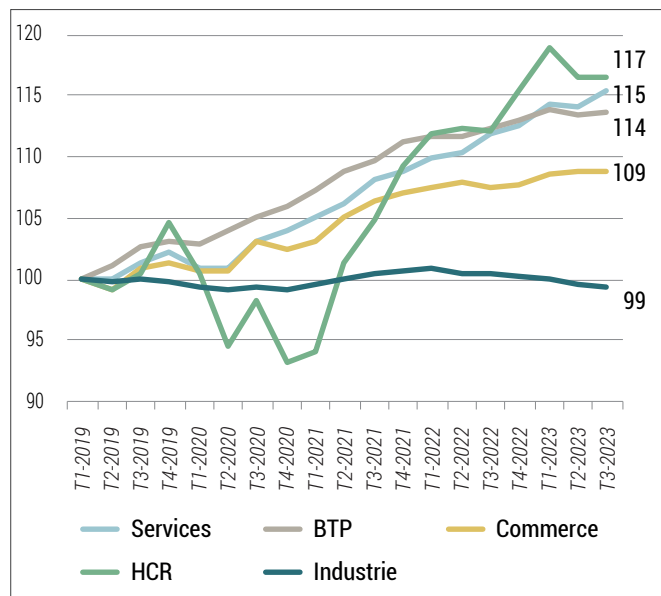
Source : Urssaf, traitement Audiar.

## Zone d'emploi de Rennes : les services en croissance, l'industrie et les autres secteurs résistent

Les services, pilier de l'économie rennaise, ont continué de développer leur activité malgré le contexte actuel. Plus de 4346 emplois supplémentaires ont été créés dans la zone d'emploi de Rennes sur une année. Le secteur du numérique a notamment gagné plus de 1300 emplois sur un an. La santé, l'enseignement, les services opérationnels ont aussi affiché une évolution notable du nombre de leurs salariés. Seuls les services aux particuliers ont connu un faible recul de leurs effectifs. L'essoufflement économique commence à gagner le commerce et le bâtiment, bien que toujours en croissance sur un an (respectivement +1,4% et 1,1%). Le secteur de l'hôtellerie-café-restauration, perd des emplois entre mars et septembre 2023, mais demeure sur une dynamique positive comparativement à 2022. Parallèlement, les activités industrielles ont réussi à maintenir un niveau d'emploi stable, comparable à celui des quatre dernières années.

### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LA ZONE D'EMPLOI DE RENNES

Base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2019



Source : Urssaf.

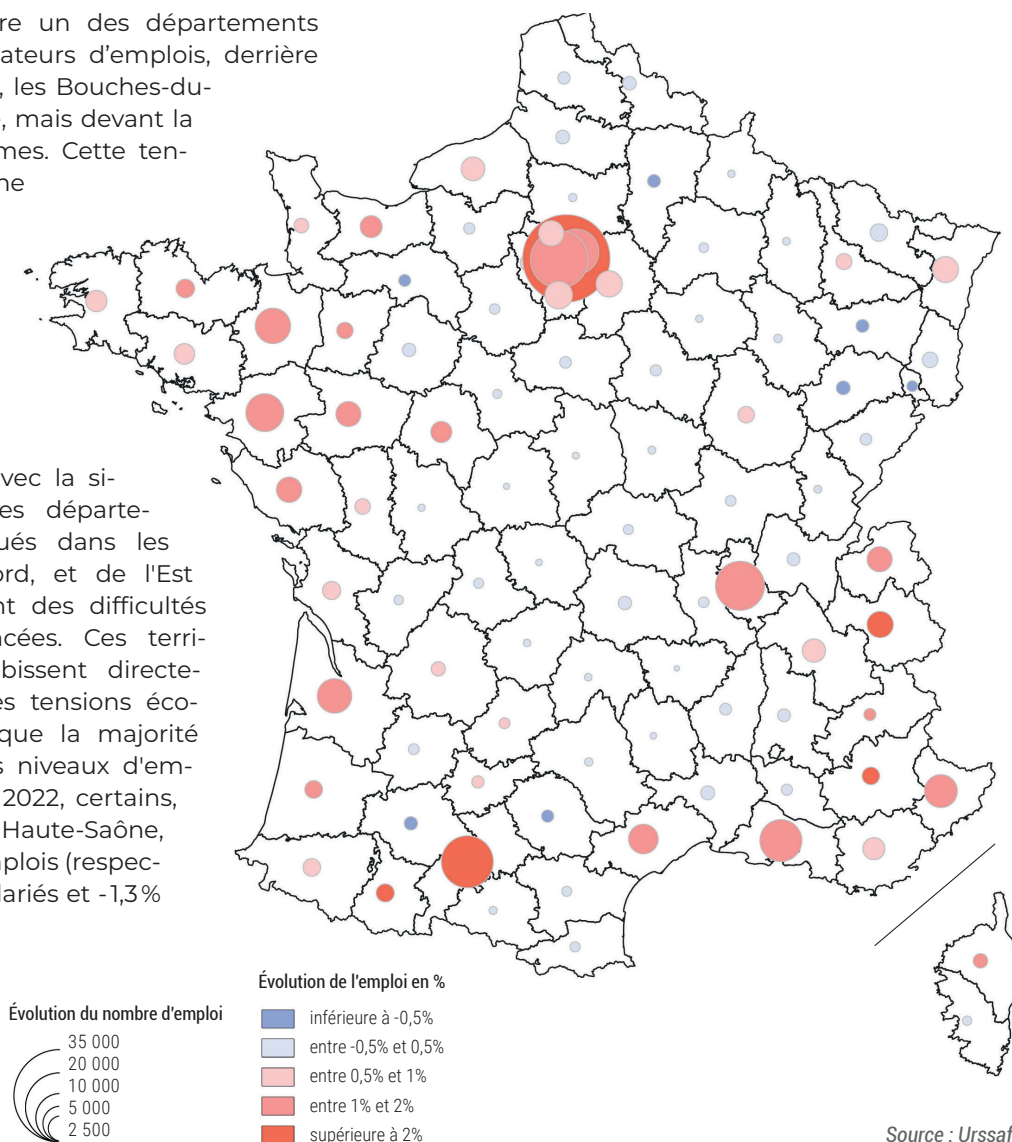
## L'Ille-et-Vilaine : 8<sup>e</sup> département français avec +5940 emplois sur un an

L'Ille-et-Vilaine confirme être un des départements non franciliens les plus créateurs d'emplois, derrière la Haute-Garonne, le Rhône, les Bouches-du-Rhône et la Loire-Atlantique, mais devant la Gironde et les Alpes-Maritimes. Cette tendance, qui s'inscrit dans une dynamique de longue date caractérisant les territoires des arcs atlantique et méditerranéen, du couloir rhodanien ainsi que de la région parisienne, se maintient en dépit du ralentissement général.

Cette résilience contraste avec la situation de plusieurs autres départements, principalement situés dans les régions du Centre, du Nord, et de l'Est de la France, qui affrontent des difficultés économiques plus prononcées. Ces territoires plus vulnérables subissent directement les conséquences des tensions économiques actuelles. Bien que la majorité s'efforce de maintenir leurs niveaux d'emploi du troisième trimestre 2022, certains, à l'instar de l'Orne et de la Haute-Saône, enregistrent des pertes d'emplois (respectivement -0,6% soit -400 salariés et -1,3% soit -600 salariés).

### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR DÉPARTEMENT

entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2022 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2023



Source : Urssaf.

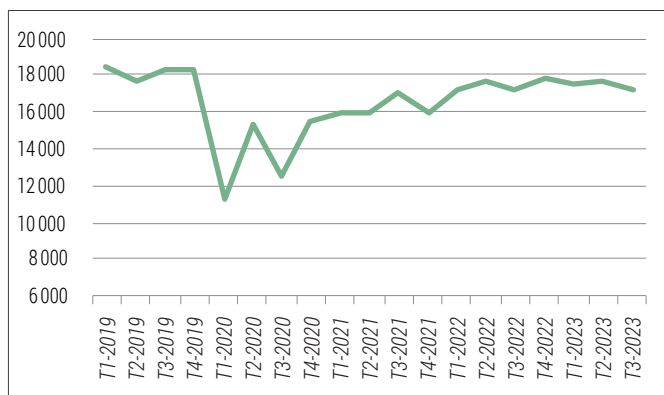


## L'INTERIM ET LES RECRUTEMENTS

### Baisse du recours moyen à l'intérim : -2,4%

16 490 intérimaires en équivalent temps plein ont été salariés au 3<sup>e</sup> trimestre 2023, un volume légèrement inférieur au pic historique de 2019. Les entreprises ont eu moins recours à l'intérim en Ille-et-Vilaine, une tendance qui se vérifie dans tous les EPCI du département. Il reste difficile de le déterminer si cette tendance est le signe d'un mouvement de signatures de contrats plus durables ou une simple variable d'ajustement dans une économie davantage incertaine. Toujours est-il que cette tendance masque des réalités variées selon les secteurs d'activité. Les deux plus grands employeurs d'intérimaires que sont la construction et l'industrie agroalimentaire tendent à maintenir leur recours sur un an. En revanche, de nombreux autres secteurs comme le transport (-4,4%), les services aux entreprises (-4,1%) ou le commerce (-8,6%) recrutent moins d'intérimaires. À l'opposé, l'industrie automobile (+20%) et les industries d'écoactivités (+12%) ont augmenté significativement leurs embauches.

### EFFECTIFS INTÉRIMAIRES EN ETP EN ILLE-ET-VILAINE AU 3<sup>e</sup> TRIMESTRE 2023



Source : Dares.



### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE EN ETP PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ EN ILLE-ET-VILAINE

Secteur d'activité	Effectifs ETP 3 <sup>e</sup> trimestre 2023	Évolution sur 1 an
Construction	3 150	- 0,4%
Industrie agroalimentaire	2 730	0,2%
Transports & logistique	2 340	- 4,4%
Autres industries	1 760	- 3,6%
Services aux entreprises	1 630	- 4,1%
Commerce (yc détail et gros)	1 270	- 8,6%
Services non marchands (administration, enseignement, santé...)	1 110	- 6,3%
Industrie des biens d'équipement (électronique, informatiques, machine...)	690	- 7,3%
Autres services	640	- 12,5%
Industrie automobile	700	20,0%
Industries écoactivités (eau, énergie, déchets...)	330	12,1%
Agriculture	140	20,9%
<b>Intérim total</b>	<b>16 490</b>	<b>- 2,4%</b>

Volume de travail en équivalent temps plein en moyenne sur le trimestre - Données CVS.

Source : Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.



## Les recrutements se maintiennent à des niveaux élevés sur un an en Ile-et-Vilaine : +0,7% de CDI et -0,2% de CDD courts et longs

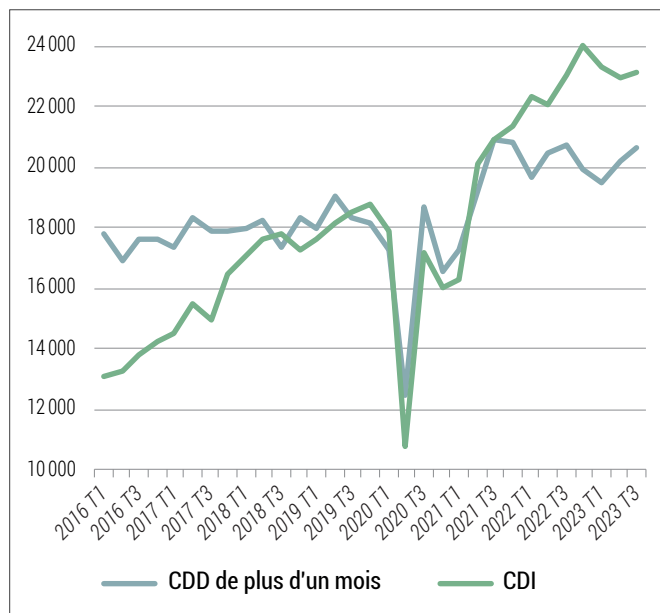
Malgré un contexte économique et géopolitique complexe, les déclarations d'embauche connaissent une phase de stagnation à un niveau élevé. Ce constat est d'autant plus remarquable que les embauches, en particulier pour les contrats de longue durée et plus spécifiquement les CDI, se maintiennent à des niveaux bien supérieurs à ceux observés en 2019. Cela dit, certains secteurs commencent à ajuster leur besoin en main-d'œuvre.

Le commerce et l'industrie affichent une baisse respective de 8% et de 7,7% des CDD de courte durée. Ceux de longue durée enregistrent des diminutions plus modérées dans d'autres domaines d'activité, tels que l'hébergement, avec une réduction de 3,6%, et la construction, dont le recul est de 2,8%. Parallèlement, les contrats à durée indéterminée témoignent d'une légère progression de 0,7% sur l'année écoulée, dans des secteurs tels que la construction, le commerce et l'industrie.

L'orientation des entreprises vers des contrats plus durables depuis la fin de la crise sanitaire illustrant leur volonté de favoriser la pérennité de l'emploi, se confirme en 2023 malgré le ralentissement économique. Les formes contractuelles plus éphémères qui servent traditionnellement d'amortisseurs dans des périodes incertaines se maintiennent sur un an.

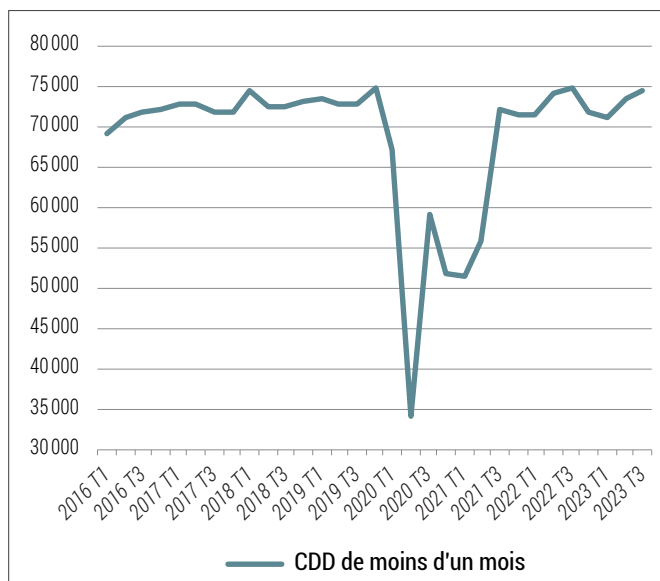


### ÉVOLUTION DES DPAE\* EN CONTRATS LONGS en Ile-et-Vilaine



Source : Urssaf.

### ÉVOLUTION DES DPAE\* DES CDD DE MOINS D'UN MOIS en Ile-et-Vilaine



Source : Urssaf.

\* DPAE : Déclaration préalable à l'embauche.

Note de méthode : Ensemble des embauches en contrats privés des sphères privée et publique.





## Une forte poussée de la demande d'emplois dans le bassin rennais

La hausse du chômage se matérialise logiquement par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi sur un an. Cette tendance concerne à la fois les catégories A (sans emploi) et les catégories B et C (activité réduite). Dans l'ensemble, elles ont augmenté de 2,6%, contrastant avec une moyenne nationale de 0,4%. De plus, la forte croissance du nombre de demandeurs de catégorie A, qui a progressé de 3,8% pour dépasser les 26000 individus, est un facteur clé de cette poussée du chômage. Cette situation contraste avec la stabilité de ces effectifs observée dans les autres métropoles (-0,4%) et en France (-0,2%). La Bretagne enregistre, pour sa part, une augmentation similaire pour les catégories A que pour les B et C (+1,1%).

Plus spécifiquement au sein de la zone d'emploi de Rennes, le nombre de chômeurs inscrits depuis plus d'un an a augmenté de 1,5%, représentant désormais 43% du total des demandeurs d'emploi des trois catégories principales (ABC). Cette hausse concerne de manière similaire les femmes et les hommes, avec des augmentations respectives de 2,3% et 2,8%. Néanmoins, l'impact du ralentissement économique sur le marché du travail semble particulièrement prononcé pour les jeunes. En effet, au quatrième trimestre 2023, leur nombre a augmenté de 7,3% par rapport au même trimestre de l'année précédente, soulignant une difficulté accrue pour cette tranche d'âge à trouver un emploi. Par ailleurs, en comparaison des 22 métropoles, les inscrits de longue durée et les plus de 50 ans respectivement en augmentation de 1,5% et de 3,6% à Rennes, pâtiennent plus de la récente escalade du taux de chômage.

### ÉVOLUTION DES DEFM SUR UN AN (CAT. ABC)

Catégories	Rennes (ZE)	Moyenne 22 métropoles (ZE)
Inscrits depuis plus d'un an	1,50%	-3%
Homme	2,80%	1,8%
Femme	2,30%	0,2%
Plus de 50 ans	3,6%	-1,2%
Moins de 25 ans	7,3%	7,1%
25-49 ans	1,3%	0,8%

Source: STMT - France Travail - Dares (Données brutes).

### À noter :

# 43%

des demandeurs d'emploi sont des chômeurs de longue durée (inscrits depuis plus d'un an en catégorie A, B ou C).



© Photo année dernière.



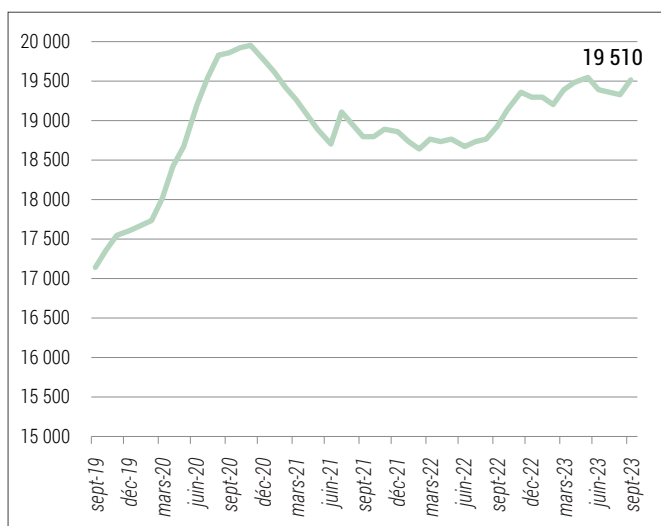
© Photo : Marche du Blossne Place Jean-Normand-Arnaud, Aubry, Rennes Ville et Métropole.

## Davantage d'allocataires du RSA : +3% sur un an

Le nombre d'allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) a enregistré une augmentation de 3% en l'espace d'un an. Cette aide sociale persiste ainsi à un niveau élevé de recours depuis la crise sanitaire de 2020. La reprise importante de l'emploi et de l'activité économique au cours des trois dernières années ne s'est pas traduite par une amélioration de la situation des ménages les plus modestes en moyenne selon cet indicateur. Cela met en lumière les inégalités persistantes et la précarité de certains segments de la population. La crise sanitaire semble avoir entraîné des répercussions durables sur le tissu économique et social, exacerbant les vulnérabilités et rendant le parcours vers l'emploi plus complexe pour certains.

La tendance actuelle pourrait connaître des évolutions majeures dans un avenir proche, notamment en raison de deux changements législatifs. D'une part, l'arrêt de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) en 2024 marque un tournant pour les chômeurs en fin de droit. D'autre part, l'introduction d'une obligation de 15 heures de travail hebdomadaire à partir de janvier 2025 pour les allocataires du RSA est susceptible d'influencer leur profil et le volume des allocations.

### ÉVOLUTION DU NOMBRE DE FOYERS ALLOCATAIRES DU RSA en Ile-et-Vilaine



Source : Dress.



## I L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES

### Baisse des exportations et importations internationales

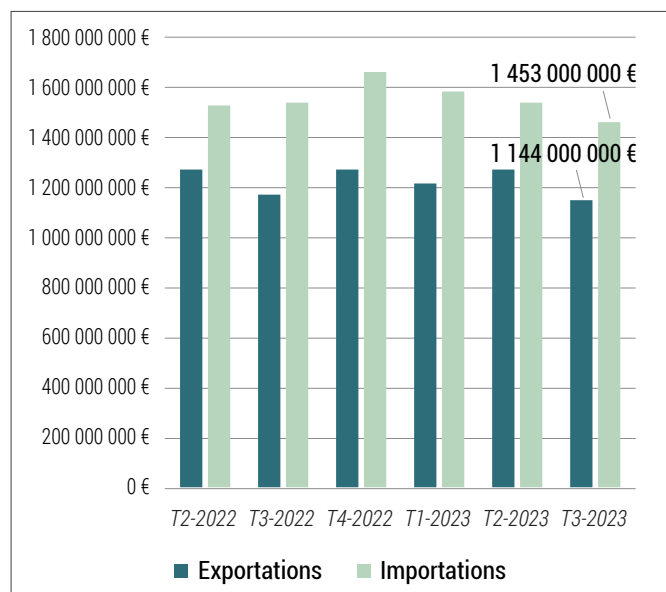
Sur une période d'un an, les échanges commerciaux internationaux depuis ou à destination de l'Ille-et-Vilaine ont ralenti légèrement, les exportations et les importations ont reculé respectivement de 2% et 5%. Cette tendance a conduit à une légère réduction du déficit extérieur.

L'industrie agroalimentaire et le secteur de l'automobile se distinguent en maintenant une dynamique exportatrice relativement soutenue, malgré le contexte global. 7 catégories des 10 produits les plus exportés en valeur font partie de ces secteurs.

Les exportations breilliennes rejoignent en premier lieu des pays européens. Ils représentent 8 des 10 pays vers lesquels les entreprises locales exportent le plus en valeur. Seuls deux pays en dehors du continent sont présents dans ce classement : les États-Unis (7<sup>e</sup>) et la Chine (8<sup>e</sup>).

Cette contraction des échanges commerciaux suggère aussi un ralentissement de l'activité économique. La baisse des importations peut signaler non seulement un recul de la consommation finale, mais également des consommations intermédiaires des entreprises locales. Les volumes et montants que représentent ces échanges mettent en lumière la sensibilité de l'économie breillienne aux fluctuations du commerce international et donc aux changements dans la demande et les conditions du marché mondial.

#### MONTANT DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS EN ILLE-ET-VILAINE SUR LES 6 DERNIERS TRIMESTRES



Source : Douanes.

Top 10 des produits exportés sur un an	Montant en euros
Produits laitiers	746 000 000
Véhicules automobiles, carrosseries automobiles, remorques et semi-remorques	700 000 000
Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	410 000 000
Machines et équipements d'usage général	398 000 000
Viande et produits à base de viande	310 000 000
Autres équipements électriques	193 000 000
Produits chimiques, engrais, plastiques et caoutchouc synthétique	179 000 000
Aliments pour animaux	171 000 000
Autres produits chimiques, fibres artificielles ou synthétiques	161 000 000
Autres produits alimentaires	158 000 000

Source : Douanes.

Top 10 des pays avec lesquels les entreprises breilliennes exportent sur un an	Montant en euros
Espagne	502 000 000
Belgique	456 000 000
Allemagne	411 000 000
Pays-Bas	390 000 000
Italie	389 000 000
Royaume-Uni	343 000 000
États-Unis d'Amérique	278 000 000
Chine	170 000 000
Pologne	155 000 000
Suède	112 000 000

Source : Douanes.



© Photo : Pose de la 1<sup>ère</sup> pierre de l'entreprise Joncoux à La Janais - Rennes Ville et Métropole.

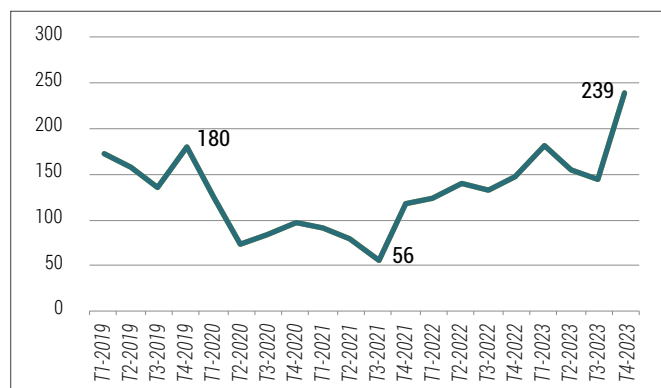
## Une accélération des défaillances d'entreprises traduisant un retour aux niveaux d'avant-covid

Au quatrième trimestre 2023, en Ille-et-Vilaine, près de 240 ouvertures de procédures collectives ont été recensées, marquant une accélération significative des défaillances d'entreprises. Cette tendance représente une augmentation de 61% par rapport au même trimestre de 2022 et de 100% par rapport à celui de 2021, mais ce n'est qu'un retour au niveau avant Covid-19. En effet, le volume de procédures ouvertes sur cette période est semblable à 2019 et 2018.

L'année 2023 a particulièrement affecté certaines catégories d'établissements employeurs, avec un impact prononcé sur le commerce, la construction, ainsi que l'hébergement et la restauration. Parmi eux, 53 restaurants (rapides et traditionnels), 20 boulangeries, 18 commerces de l'habillement, 14 entreprises de maçonnerie et 10 débits de boissons ont été confrontés à de graves difficultés. Parmi les entreprises employeuses en difficulté comptant au moins une quarantaine d'emplois, on retrouve une résidence pour seniors, une entreprise d'aide à domicile, un constructeur de maisons individuelles, une entreprise de terrassement et un hébergement touristique. Au total, ce sont plus de 1800 emplois qui ont été menacés en 2023. Bien que le nombre de

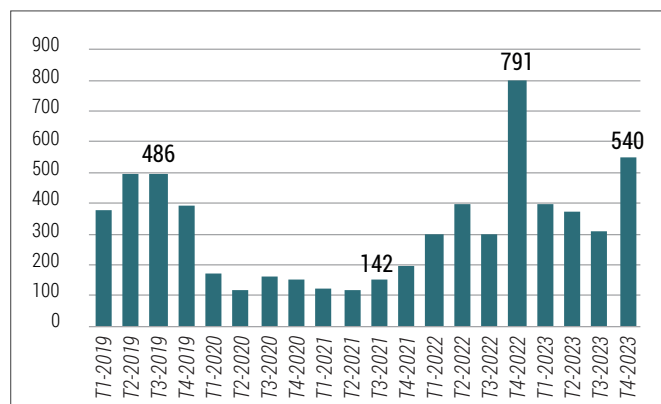
défaillances ait vivement progressé entre 2022 et 2023, le niveau d'emplois menacé est, quant à lui, stable et correspondait dès 2022 aux volumes observés en 2019 avant la crise sanitaire. La soudaine accélération de ces défaillances suscite des inquiétudes. Face à un ralentissement économique prononcé et général, à l'endettement croissant de l'État, et aux tensions géopolitiques persistantes, l'économie se trouve potentiellement face à la vague de défaillances d'entreprises tant annoncée.

### ÉVOLUTIONS DES OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES EN ILLE-ET-VILAINE



Source : Bodacc.

### EMPLOIS DES ENTREPRISES EN PROCÉDURES COLLECTIVES EN ILLE-ET-VILAINE



Source : Bodacc, GIP-MDS, traitement Audiar.

### ENTREPRISES EMPLOYEUSES EN PROCÉDURES COLLECTIVES EN 2023

Catégorie d'activité	Nombre d'entreprises	Estimation emplois menacés
Activités de services administratifs et de soutien	15	75
Activités financières et d'assurance	5	inf à 10
Activités immobilières	8	75
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	26	100
Agriculture, sylviculture et pêche	1	inf à 10
Arts, spectacles et activités récréatives	5	10
Autres activités de services	24	50
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	74	350
Construction	66	450
Enseignement	5	20
Hébergement et restauration	68	250
Industrie manufacturière	42	150
Information et communication	21	125
Production et distribution d'eau, assainissement, déchets	1	inf à 10
Santé humaine et action sociale	5	100
Transports et entreposage	12	100
<b>Total général</b>	<b>378</b>	<b>1855</b>

Source : Bodacc, GIP-MDS, traitement Audiar.

## Baisse significative des nouvelles surfaces autorisées de locaux non résidentiels et résidentiels

Dans un environnement de taux bancaires relevés, qui compliquent l'accès aux crédits, et de ralentissement global, les nouvelles surfaces autorisées de locaux non résidentiels en Ille-et-Vilaine et dans Rennes Métropole sont moins importantes en 2023 qu'en 2022, respectivement -15% et -23%. Pour le département, cette diminution des nouvelles surfaces s'inscrit dans une dynamique qui opère depuis 2013, principalement due à la diminution des projets agricoles dont la part est passée de 40 à 16% des mètres carrés autorisés. Pour la métropole, le constat est différent, l'année 2022 a été exceptionnelle et les niveaux de 2023 sont finalement peu éloignés des niveaux habituellement constatés (-5%). Les surfaces sont en progression dans l'industrie, le pu-

blic et l'agriculture malgré un recul dans les autres secteurs. Bien que celles dédiées aux entrepôts soient en recul de 33% sur un an, elles demeurent 44% au-dessus de leur niveau médian sur 10 ans. Quant aux nouvelles surfaces de bureaux, elles sont en baisse de 49% sur un an et en deçà de 30% des volumes habituellement constatés. Depuis une année exceptionnelle en 2019, les surfaces autorisées diminuent et semblent indiquer un ralentissement du marché tertiaire neuf dans la métropole.

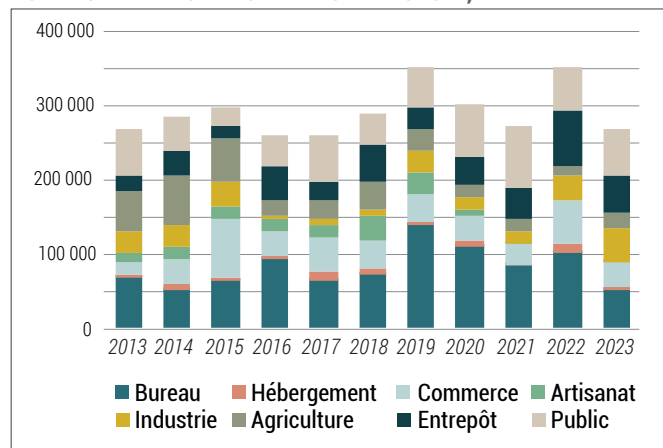
Parmi les projets majeurs de 2023 en Ile-et-Vilaine figurent : un entrepôt de 31000 m<sup>2</sup> au sein de Roche aux Fées Communauté, 15000m<sup>2</sup> dédiés à l'agriculture au sein de la communauté de Brocéliande et 10000 m<sup>2</sup> de bureaux à Rennes Atalante Beaulieu.

Les nouvelles surfaces de logements suivent aussi une trajectoire baissière: 63% de baisse dans Rennes Métropole entre 2022 et 2023, en mètres carrés. La combinaison d'un crédit plus onéreux et de l'inflation entraîne des difficultés de logement pour les résidents et fait craindre une crise de l'immobilier et de l'ensemble du secteur de la construction. Cette situation représente une réelle préoccupation pour la filière et pour l'économie dans son ensemble, en raison du rôle systémique de ce domaine. Représentant 22% du PIB français et premier secteur privé par sa taille, la construction a un effet d'entraînement sur l'économie parmi les plus significatifs.

### Les chefs d'entreprises témoignent du ralentissement de l'économie

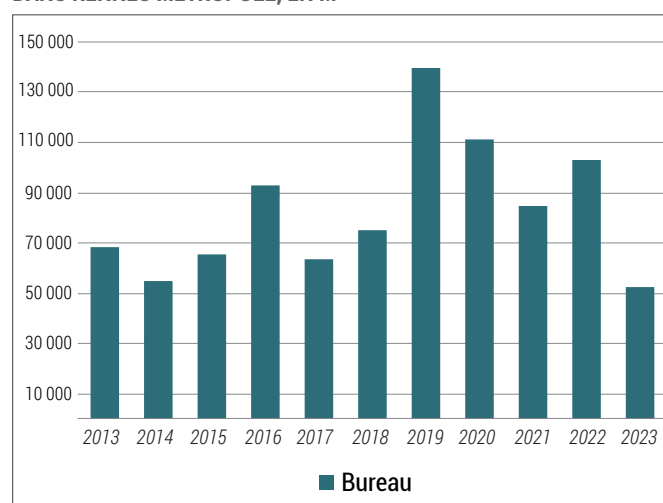
Selon l'enquête de la CCI d'Ile-et-Vilaine, 26% des entreprises déclarent enregistrer une progression de leur activité. L'inflation et la hausse des taux d'intérêt pèsent sur la demande et sur les chiffres d'affaires des entreprises breilliennes. Leur rentabilité s'en trouve dégradée étant dans l'incapacité de transférer intégralement les augmentations des coûts de production sur leurs prix de vente. 10% des entreprises anticipent une augmentation de leur activité dans les six prochains mois, reflétant un climat d'incertitude et un manque de confiance dans la reprise économique à court terme.

### NOUVELLES SURFACES AUTORISÉES DE LOCAUX NON RÉSIDENTIELS DANS RENNES MÉTROPOLÉ, EN M<sup>2</sup>



Source : Stadel, traitement Audiar.

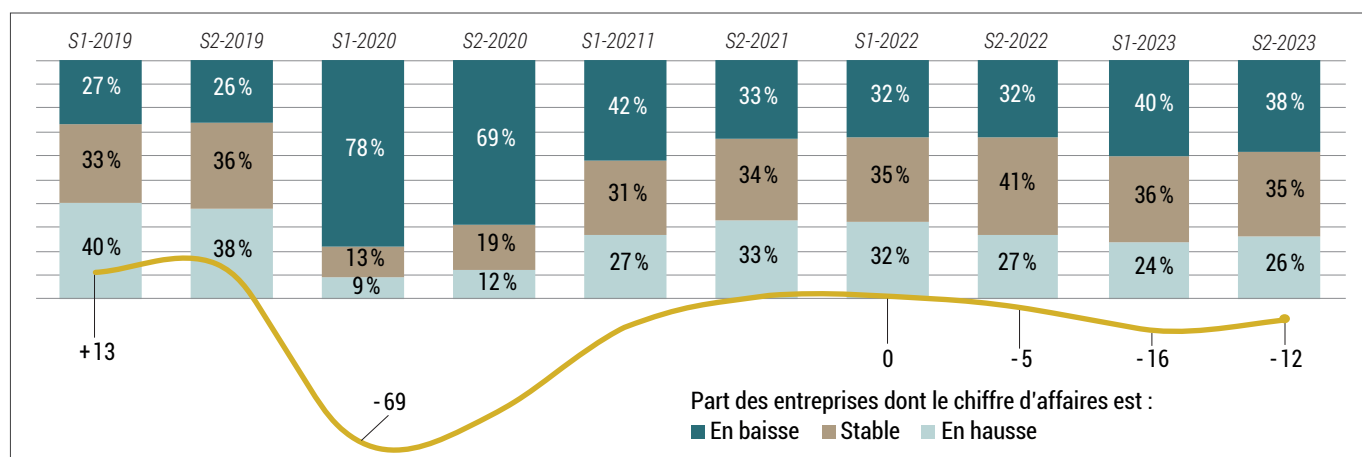
### NOUVELLES SURFACES AUTORISÉES DE BUREAUX DANS RENNES MÉTROPOLÉ, EN M<sup>2</sup>



Source : Stadel, traitement Audiar.

Cet essoufflement affecte tous les secteurs d'activité, y compris l'industrie, le bâtiment et les travaux publics (BTP), le commerce, ainsi que les services.

### ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES D'ILLE-ET-VILAINE



Source : Observatoire économique d'Ile-et-Vilaine, CCI d'Ile-et-Vilaine.



## SOURCE DES DONNÉES

### • AcoSS-URSSAF

Le champ de l'URSSAF couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) dans le secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

Il est très proche de ceux de l'UNEDIC (hors grandes entreprises nationales) et de l'INSEE (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des URSSAF n'est donc pas totale.

**Emploi salarié privé :** Les effectifs salariés diffusés correspondent au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période renseignée dans le bordereau de cotisations (BRC), et la Déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue progressivement au BRC. Chaque salarié compte pour un, quel que soit son temps de travail. Les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

**Masse salariale :** L'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales.

**Embauches de plus d'un mois :** CDI et CDD de plus d'un mois (31 jours). La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) recense les intentions d'embauches de tout salarié, quelles que soient la nature et la durée du contrat.

### • Demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM)

La DARES et France Travail présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B :** demandeurs tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C :** demandeurs ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D :** demandeurs non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E :** demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

### • Greffe du tribunal de commerce de Rennes

Les défaillances d'entreprises correspondent à l'ouverture d'une procédure collective selon les perspectives de poursuite d'activité de l'entreprise et les pouvoirs du dirigeant.

**La sauvegarde :** L'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés. Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

**Le redressement judiciaire :** L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal va mettre en place un plan destiné à poursuivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

**La liquidation judiciaire :** L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes, de plus, son redressement est manifestement impossible. Le tribunal va liquider l'entreprise (activité arrêtée et actifs liquidés).

Le ressort territorial du Greffe du Tribunal de commerce de Rennes comprend l'aire métropolitaine de Rennes et les territoires de Vitré, Fougères et Redon. Le reste du département est couvert par le Greffe du Tribunal de commerce de Saint-Malo.

